



# LES COMBATS COMMUNS DE LA GAUCHE

## Discours du Premier secrétaire au rassemblement des secrétaires de section

Espace Charenton (Paris 12<sup>e</sup>) | Samedi 2 février 2019



Mes cher-e-s camarades,

**Q**uelle ambiance ! Depuis ce matin, je vous écoute et effectivement, là où d'autres ont pensé que nous pouvions être démotivés, démoralisés, je nous trouve à la fois nombreux, convaincus, emballés, enthousiasmants !

J'ai le sentiment que quelque chose se passe. Je voulais, en entamant ce discours, d'abord remercier celles et ceux qui ont rendu ce rendez-vous possible.

D'abord, notre réseau des formateurs, les permanents de notre parti qui sont beaucoup moins nombreux, comme vous le savez, mais qui ont fait l'effort de se rendre encore plus efficaces, d'être encore plus au service de notre parti.

Les membres du service d'ordre, je veux saluer leur abnégation parce qu'à chaque fois, quand je les vois devant nos portes, n'assistant à rien, étant, pendant leur jour de congé, de manière bénévole, toujours prêts à venir nous aider. Effectivement, vous pouvez les saluer et les remercier pour leur activité.

Je veux remercier bien sûr les intervenants, notamment nos partenaires européens.

Je veux bien sûr vous remercier, d'abord vous, vous qui êtes secrétaire de section et qui parfois êtes partis ce matin tôt, venus de loin et qui faites vivre notre parti.

Cela faisait longtemps très longtemps. Trois ans ! Trop longtemps, que nous ne nous étions pas retrouvés dans cette formation et pour tout vous dire, je sais fort bien ce qu'est votre tâche. J'ai été, il y a quelques années maintenant, secrétaire de section. J'en connais à la fois les joies, j'en connais aussi les difficultés, mais jamais au fond, dans un contexte comme celui que nous traversons, nous n'avions eu à déployer autant d'énergie pour animer ce parti. Je sais la volonté qu'il vous a fallu déployer pour convaincre les camarades qui doutaient, pour remobiliser les indécis. Et quand nous avons retrouvé enfin le chemin des marchés, la difficulté de se confronter à des femmes, des hommes qui, pendant longtemps, ont été parmi nous et qui maintenant tractent aussi à nos côtés mais pour des formations différentes.

Je sais aussi ce que nous vous devons. C'est vous qui, par votre engagement, avez maintenu les braises de l'espérance que nous rallumons aujourd'hui ensemble. S'il y a un parti, c'est parce qu'il y a des militants pour l'animer à tous les niveaux. Si nous sommes une force, ce n'est pas seulement parce que nous sommes un parti d'élus, ce que l'on dit souvent, mais aussi un parti de militants et non pas un parti de clics !

Se battre pour des idées, y sacrifier beaucoup, y consacrer une part de sa vie. Je parle de chacun d'entre vous évidemment. Je parle aussi de quelqu'un qui nous a quittés cette semaine, de Georges Sarre, décédé cette semaine et auquel je souhaite rendre hommage. Georges, qui a été tour à tour, syndicaliste, Premier secrétaire, député européen, député, ministre, maire d'arrondissement. Bien sûr, il nous avait quittés pour fonder avec Jean-Pierre Chevènement le MDC. Mais en partant, il nous avait laissé une part de lui-même. Il nous avait laissé ce poing et la rose que nous lui devons ainsi qu'à Didier Motchane et Marc Bonnet qui l'avait dessiné. Et le plus bel hommage que nous puissions lui rendre maintenant, c'est de continuer à nous en montrer digne.

Cher-e-s camarades, militer, oui, militer, parce que la gauche elle ne peut reposer que sur des militants. Quand le projet, c'est de ne rien changer, pas besoin de militant. Et on le voit aujourd'hui, des robots suffisent. Mais quand il faut faire bouger les lignes, quand il faut convaincre, quand il faut accompagner le changement, là c'est très différent.

Et dans cette période que nous traversons, nous n'avons jamais eu autant besoin de politique. Et la politique c'est quoi ? C'est trois choses principalement :

- la première, **c'est de produire une analyse de la société**, du monde dans lequel nous vivons, donner des repères, faire en sorte que celles et ceux qui se sentent perdus puissent trouver une orientation, une ligne, une définition de ce qu'ils vivent.
- c'est **porter aussi des choix, convaincre**, je dis convaincre, pas seulement suivre les sondages, se dire que, parce que les Français pensent majoritairement telle ou telle chose, nous devrions les suivre. Non, faire de la politique c'est justement précéder. Si François Mitterrand avait attendu que les Françaises et les Français soient prêts à abolir la peine de mort, nous ne l'aurions jamais abolie. Si dans le quinquennat précédent, il avait fallu attendre que tous les Français se rangent à l'idée que l'égalité valait pour tout le monde et que le mariage pour tous devait être enfin accordé aux couples de même sexe, alors il n'y aurait pas eu de mariage pour tous.
- enfin, la troisième caractéristique de la politique, c'est précisément de politiser. **Affirmer les clivages**, ne pas se laisser enfermer dans des débats avec de fausses alternatives.

Je donne trois exemples parce qu'ils vont être extrêmement éclairants pour chacun d'entre vous.

Le premier, la fiscalité. Il faut évidemment éviter, cela a été dit à l'instant par l'un, d'entre vous, les clivages artificiels, le débat trop simple que voudrait nous imposer le président de la République. Le grand débat ce n'est pas le choix entre moins d'impôts et moins de service public. **C'est la raison pour laquelle nous avons lancé cette grande opération, ce référendum d'initiative partagé sur l'impôt sur la fortune pour précisément faire en sorte que, dans ce débat, il y ait l'irruption d'une autre revendication. Non pas moins d'impôts pour moins de service public, mais des impôts mieux répartis, entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas, que ceux qui peuvent plus donnent davantage et ceux qui peuvent moins reçoivent davantage. C'est ça la**

**question de l'impôt sur la fortune. Ce n'est pas effectivement une question de symbole, mais une question de principe, une question de cohésion, une question de justice. Et c'est ce que nous portons.**

Deuxième exemple, l'écologie. Vu d'avion, c'est une idée qui peut être portée par tout le monde. Il suffirait d'aimer les fleurs, les oiseaux, la nature et on pourrait être libéral, on pourrait être de droite, on pourrait être de gauche, on pourrait tout être et être écologiste. Et bien, il faut écouter toutes celles et ceux qui font les inventaires. Et je pense en l'occurrence non pas à moi, mais à Nicolas Hulot. Il a fait un inventaire en septembre et qu'a-t-il dit aux Françaises et aux Français? Qu'il y a une contradiction forte entre le fait de porter une politique libérale et le fait de vouloir sauver la planète!

Troisième exemple, l'éducation. Là encore, au fond, quel est celui ou celle, parent, de droite ou de gauche, qui pense que l'école n'est pas faite pour emmener ses enfants le plus loin, le plus haut possible. Personne. Tout le monde est pour l'école. Qui est contre l'école? Et pourtant, là encore, il y a au moins trois conceptions de l'école et de l'éducation. La première, c'est celle des libéraux. L'éducation compétence, l'école est là pour donner une compétence, un métier, faire en sorte que l'élève puisse devenir adaptable aux marchés, employable. Il y a une position, celle des conservateurs, qui est une école reproduction. Et l'idée, c'est simplement de conserver, de faire en sorte que ceux qui étaient là, continuent à être là, qu'ils continuent à dominer et donc il faut reproduire des élites indéfiniment. Et puis, il y a notre conception de l'école, celle que nous défendons depuis toujours, c'est l'école de l'émancipation qui forme à la fois le travailleur bien sûr mais aussi le citoyen, qui lui donne une autonomie, qui lui permet de prendre en main son propre destin. C'est cela que la gauche porte depuis toujours et c'est ce qui fait que nous sommes effectivement fiers de porter ce combat là depuis si longtemps. L'école publique, l'école laïque, l'école qui porte effectivement les enfants vers leur propre destin.

J'en viens, mes camarades, à ce fameux grand débat national. Les «gilets jaunes», et plus largement au-delà de ceux qui manifestent sur les ronds-points, qui entourent ce noyau dur, se cherchent une cohérence. Leur point commun, à tous, à ces sept ou huit français sur dix qui ont soutenu ce mouvement, c'est la colère. Mais il y a plusieurs façons de répondre à cette colère et les Français aujourd'hui se cherchent dans cette période. Remarquez, ils ne sont pas les seuls. Laurent Wauquiez avait, lui, un gilet jaune au début. Même si lui ne s'en souvient pas, nous l'avons vu. Il le portait tant que le mouvement lui semblait avoir une revendication exclusive, faire tomber la fiscalité écologique. Mais, malheur! Cela ne s'est pas arrêté là. Et maintenant que les Françaises et ces Français demandent plus de justice fiscale, où est Laurent Wauquiez? Il a retrouvé le flashball!

Alors certains, je sais bien, se moquent des «gilets jaunes» parce qu'ils se divisent entre plusieurs listes. Je crois qu'ils ont tort, non pas que j'aie un quelconque intérêt à ce qu'il y ait une, deux, trois, quatre listes de «gilets jaunes» mais simplement, ce qui se passe avec ces femmes et ces hommes qui ont commencé à manifester, c'est qu'ils découvrent la politique et la politique, c'est faire des choix. On peut avoir une colère commune et donner des réponses différentes. Et le combat politique, c'est précisément d'orienter une majorité vers ce que l'on croit.

Emmanuel Macron fait de la politique, n'en doutez pas. Et chacun l'a bien compris, il est entré en campagne. Ne sous-estimons rien de lui! Patrick Kanner a le sens de la mise en scène, pas toujours de la formule. Mais il cherche maintenant à orienter le débat, à en poser les limites, à créer du clivage. Et ce clivage, c'est toujours la même chose depuis vingt mois. Lui ou le chaos. Alors ce qui change c'est le chaos. Le chaos,

c'est parfois Jean-Luc Mélenchon. Et pendant un an et demi, cela lui a servi à se rallier une part de la droite sur la politique fiscale, sur la loi travail, sur les lois sur l'asile et l'immigration. Mais là, il va changer d'épouvantail. Maintenant, il pense qu'à gauche, le travail est fait. Alors, il va dans l'autre sens vers la droite et il dit maintenant le problème c'est l'extrême droite, c'est le sédition. Donc, il va maintenant chercher à nous laisser penser qu'entre lui et Marine Le Pen, il n'y a plus rien, qu'il n'y a pas d'autre offre alternative, que nous serions, nous, réduits à néant et que le débat se limiterait à un face-à-face entre d'un côté les libéraux, et de l'autre les nationalistes. Alors, à nous de faire de la politique dans ce cas là de plus noble. C'est ce que nous faisons depuis des mois.

Cela a été dit par Isabelle This Saint-Jean quand elle a rappelé les très nombreuses propositions que font nos groupes parlementaires, et vraiment je voudrais que vous saluez ce travail parce qu'il est colossal, souvent ingrat, et que ces députés et sénateurs, ces députés européens, ils le font nuit après nuit dans leur hémicycle respectif sans chercher forcément la reconnaissance, mais à toujours être là pour continuer à porter une parole distincte, montrer qu'il existe une alternative sur chaque article, sur chaque amendement, qu'il y a la possibilité de voir la vie différemment. Et donc, nous avons depuis le début tenu nos responsabilités. Depuis le départ nous avons cherché à jouer notre rôle, mais dans la responsabilité. Nous avons commencé par exiger, demander des états généraux, c'était avant le 17 novembre, avant l'acte I, parce que nous avons conscience que quelque chose de profond se levait et qu'il fallait y répondre, mais y répondre avec tous les Français dans la démocratie, dans le calme, dans l'apaisement, avec la volonté de faire en sorte que remontent les revendications et qu'on puisse y répondre.

Nous avons demandé dès l'époque un moratoire pour qu'on puisse arrêter, faire en sorte que nous puissions discuter sans avoir la pression de la fiscalité qu'ils avaient très largement aggravée. Parce que oui, nous étions les auteurs de la taxe carbone, c'est vrai et je le revendique. Parce qu'il fallait donner un signal aux marchés, faire en sorte que les producteurs de véhicules, l'industrie automobile n'aient plus en tête que le diesel était forcément le plus rentable. Faire en sorte que les consommateurs changent d'habitudes, c'est vrai qu'il fallait le faire. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que le gouvernement avait augmenté la trajectoire de cette taxe carbone de 55 milliards en cinq ans et que cela s'est vu ! Cette taxe carbone, avait pour nous une vocation : assumer la transition écologique, énergétique. Et eux, l'ont mis au service des plus riches ! Dès cette époque, nous avons pris nos responsabilités.

Nous avons ensuite, été invités à Matignon un matin. On s'est dit : « *on y va, on est des républicains, on s'y rend.* » Heureusement là encore que les groupes avaient travaillé, avaient une proposition de loi avec un certain nombre de mesures pour sortir de la crise parce que lorsqu'on a rencontré Edouard Philippe, nous n'avons pas appris grand-chose. Nous avons appris qu'il y avait une crise des « gilets jaunes » : merci. Nous avons appris qu'ils avaient la volonté d'en finir : ça, on en était certain. Mais pas l'ombre d'une proposition. Nous leur avons dit : il y a un plan à 25 milliards, et ces 25 milliards avaient un mérite incroyable, pas un centime de plus pour la dette et les déficits. On ne touchait pas à la fiscalité de 99 % des Français. Figurez-vous que maintenant, ils ont produit un plan à 10 milliards, mais ils n'ont pas pris un centime des 25 milliards que nous leur propositions.

Nous, nous proposons des choses simples. Nous propositions que l'on revienne sur la flat tax et sur l'ISF : 5 milliards. Ensuite, nous propositions de ne pas doubler le montant du crédit impôt compétitivité emploi sur 2019 : 20 milliards qui n'ont été demandés par personne, même pas par le MEDEF. Mais c'était trop leur demander !

Alors ils ont préféré, au contraire, reprendre sur la dette, reprendre sur les services publics, faire en sorte au fond que les Français autofinancent leur propre plan. Et c'est là qu'est la gigantesque arnaque.

**Nous avons ensuite répondu à l'appel quand il a été évoqué un grand débat national. Et je le répète, je vous renouvelle ce vœu. Je souhaite que nous soyons présents dans ces échanges, d'abord pour écouter parce que nous ne sommes pas exempts de tout reproche, et dans ces débats qui se déroulent commune par commune, il y a aussi à prendre et à apprendre, mais ensuite pour répondre parce que là encore avec les groupes, nous répondrons et nous donnerons nos réponses à ce que sont les revendications des Françaises et des Français.**

**Que défendons-nous ? Que défendrons-nous ? D'abord la lutte contre les injustices qui font grandir les inégalités. Les idées, elles existent nombreuses, dotation en capital, Boris Vallaud, à 18 ans pour les jeunes pour justement lutter contre cette inégalité fondamentale entre ceux qui héritent et ceux qui n'ont rien à hériter. Revenu de base porté par 18 de nos départements, merci à Jean-Luc Glaize, à tous les autres qui se battent pour le mettre en œuvre. Conventionnement différencié pour lutter contre les déserts médicaux, c'était la proposition de loi portée hier par Guillaume Garot. L'ISF, la Flat tax, l'impôt Zuckmann pour faire payer les grandes entreprises qui ne paient pas leurs impôts là où elles réalisent leurs bénéfices, la fusion IR/CSG, possible désormais avec le prélèvement à la source, nouveaux droits pour les salariés des plateformes. Voilà quelques propositions qui ont été faites dans les semaines qui ont précédé et peut porter ensemble.**

Ensuite radicalité écologique parce que la pollution est à l'origine de toutes ces inégalités, défense des biens communs, merci à Dominique Poher, à Boris Vallaud qui ont travaillé sur ces sujets au Parlement et qui ont fait avancer cette idée simple qu'il y a des biens communs qui nous appartiennent à tous, qui ne peuvent pas être privatisés parce que l'eau, l'air, ce que nous mangeons. Il y a des sujets qui ne peuvent pas faire l'objet d'une captation par des intérêts privés et qu'il faut préserver, ce que nous avons de commun et qui est indispensable à la survie de l'humanité. Économie circulaire, décarbonation, promotion des énergies renouvelables, préservation de la biodiversité, santé alimentaire. Renaissance démocratique, démocratie participative, droit d'amendement citoyen, démocratie sociale, démocratie aussi dans l'entreprise, faire en sorte que dans les grands groupes il y ait désormais la possibilité d'avoir des femmes et des hommes qui représentent les salariés à égalité avec celles et ceux qui représentent les actionnaires parce que l'entreprise nous l'aimons mais nous l'aimons surtout lorsqu'elle reconnaît à parts égales ceux qui apportent leur capital et ceux qui apportent leur travail. Et faire enfin le pari de l'humain, en finir avec ce grand gaspillage qui est l'énergie de celles et ceux qui ont envie mais qui ne peuvent pas, qui sont bridés, qui sont bloqués dans leur ambition. C'est pour cela que nous sommes depuis toujours les plus grands partisans, les plus ardents défenseurs de l'Éducation nationale, de la formation tout au long de la vie et c'est là qu'il faudra prolonger ce que nous avons commencé avec le compte personnel d'activité. Faire en sorte aussi que la qualité de vie au travail puisse être aussi au rendez-vous.

Mes cher-e-s camarades, pourquoi y-a-t-il des « gilets jaunes » ? Pourquoi ces Français en colère n'ont pas mené les combats dans le cadre des partis politiques et des syndicats ? Pourquoi, alors que leurs revendications sont quasiment toutes issues de ce que nous portons, nous la gauche, n'en sommes nous pas le réceptacle ?

Première question et je ne surprendrai personne en disant : c'est parce qu'ils ont le sentiment de ne plus être entendus. C'est d'ailleurs ce que dit leur revendication centrale, le RIC, référendum d'initiative citoyenne. Cette volonté de mieux contrôler leurs élus, d'avoir une corde de rappel, parce qu'ils ont le sentiment que nous ne sommes plus là pour écouter. Qu'une fois que l'élection est passée nous déroulons sans jamais plus entendre. Nous devons nous aussi dire que nous savons encore entendre. C'est la raison pour laquelle, même si je sais que c'est un exercice difficile, et qu'il a remué en chacun de nous beaucoup, lundi à Ivry, j'ai voulu en notre nom collectif réaliser cet inventaire.

C'était inédit ! L'inventaire tout le monde en parle toujours, personne ne le fait jamais. Alors je sais que cela a pu parfois paraître sévère, cela a pu paraître incomplet même si je vous renvoie chacune et chacun à la lecture. J'ai rappelé ce que nous avons réussi, j'ai rappelé notre fierté collective pour tout ce que nous avons fait, et nous avons fait beaucoup. Mais la sévérité, ce n'était pas la mienne, la sévérité c'est celle que nous ont infligée les Françaises et les Français à de multiples reprises depuis cinq ans et je voulais leur dire que nous avons entendu, que nous avons compris et que nous allons changer. Je voulais permettre un nouveau départ, faire en sorte que sur cette base le dialogue puisse reprendre avec les Français.

Seconde question : pourquoi la gauche n'est pas le réceptacle de ces revendications ? Parce que la gauche n'est une solution que quand elle se montre capable de gouverner. La gauche, quand elle est atomisée, dispersée façon puzzle, quand nous sommes plus les tontons flingueurs mais tontons flingués. Pour attirer à soi, il faut des idées et une capacité à diriger. En bref, être utile. Je sais que le terme est galvaudé. C'est posé, c'est comme cela. Mais en fait le vote utile c'est simplement pour les Françaises et les Français qui viennent voter se dire que ce vote-là servira à quelque chose parce qu'il va changer leur vie, parce que cela peut être un vote majoritaire. Inversement, quand on devient inutile, quand on se divise, quand on se disperse alors le risque c'est de devenir groupusculaire. À chaque élection, vous l'avez observé, il y a deux, voire trois listes trotskistes. Eux, ils savent pourquoi. Mais il n'y a plus qu'eux pour le savoir ! La question pour nous est de ne pas nous transformer nous-mêmes en de vieux appareils qui continueraient à se rappeler qu'il y a dix, quinze ans, on s'est divisé sur une virgule, sur un paragraphe. Ça on sait tellement bien le faire. Mais les Français eux ne le comprennent pas.

Nous disons tous la même chose, que nous allons être confrontés dans les prochains mois, années, à un tsunami populiste, nationaliste : Orbán, Salvini, Le Pen, Kurtz, l'AFD en Allemagne, mais je pourrais continuer en Suède, en Autriche, partout, en Espagne. Un tsunami, voilà ce que nous disons, et une urgence : le climat. Face à ce tsunami, que pensez-vous que les Français vont choisir, la digue ou les châteaux de sable ? La question qui nous est posée maintenant, à nous tous à gauche, c'est de savoir si nous voulons être la digue ou être les châteaux de sable et ce sont les Français qui nous posent cette question, est-ce que vous allez nous protéger ? Est-ce que vous allez nous aider à être face à cette menace ou est-ce qu'au contraire, vous allez continuer à dresser des châteaux de sable et ceux qui seront balayés avec la vague.

C'est la raison pour laquelle, depuis La Rochelle, j'avais appelé à des combats communs, pourquoi ? Parce que nous sommes différents, c'est vrai. Nous avons des divergences, mais elles ne peuvent pas nous conduire collectivement à l'impuissance. La gauche, c'est vrai, cela n'a jamais été l'uniformité mais ça a toujours été l'unité. Il n'y aurait pas eu le Front populaire, le 10 mai 1981, la gauche plurielle, la victoire de 2012, s'il n'y avait pas eu une gauche qui, malgré ses différences, avait su se retrouver, avait

su dire : effectivement, nous sommes communistes, socialistes, écologistes et beaucoup d'autres encore. Nous avons beaucoup de variétés à gauche mais c'est précisément parce que nous avons su mettre en commun que nous avons avancé, et que nous fait avancer ce pays : un modèle français dont nous sommes fiers, un modèle européen qui est unique au monde, l'assurance-chômage, l'assurance-maladie, les retraites, les droits sociaux et j'en passe. Unique au monde ! Mais c'est précisément parce qu'il y a eu les sociaux-démocrates et les socialistes qui ont porté ces combats, qui ont fait en sorte que ce monde est plus vivable ici qu'ailleurs.

Si je veux l'unité, ce n'est pas par plaisir mais pour faire avancer les protections, les droits, les projets. On veut tous investir dans la transition écologique, on veut tous un Airbus de l'énergie, on veut tous un plan de 500 milliards pour cette transition énergétique, on veut tous sortir les 3 % des critères de Maastricht quand il s'agit d'investissement pour la transition énergétique. On veut tous soumettre les traités commerciaux aux impératifs de la COP 21. Très bien, mais on fait cela comment ? En se rassemblant.

Chers camarades, ce n'est pas le PS qu'il faut sauver, ce n'est pas Génération.s qu'il faut faire exister, ce n'est pas les écologistes qu'il faut faire pousser ; ce qu'il faut c'est faire gagner nos combats communs ! Face aux enjeux climatiques, sociaux, démocratiques, face à la menace nationaliste, mais nous n'avons plus d'excuse.

Alors on fait quoi ? On se regarde dans le blanc des yeux ? Non. On se bat. Il faut gagner la bataille contre l'inaction climatique. Dans ce combat-là, est-ce qu'on laisse les écologistes tout seuls ? Est-ce qu'on leur dit : vous partez avec vos 7 %, tout seuls au Parlement européen et débrouillez-vous. Non, on se bat avec eux ! On fait avancer avec eux. Et inversement, sur la justice fiscale, sur l'ISF européen, on leur demande de se battre avec nous. Oui, avec nous !

Les Français, les Européens n'ont que faire de nos histoires, de nous voir rejouer la partie, la revanche, la belle. Ce qu'ils veulent plus simplement, c'est manger sans se demander ce qu'ils mangent, boire sans se demander ce qu'ils boivent, respirer sans se demander ce qu'ils respirent. Ce qu'ils veulent c'est que le salarié européen ne soit plus un concurrent, mais un allié. Ce qu'ils veulent, c'est que les grands groupes paient leurs impôts là où ils font leurs bénéfices.

Nous n'avons pas besoin de nouveaux prophètes qui s'égosillent dans le désert. Les prophètes, ils sont déjà venus. On a même lu leurs livres. Je parle des prophètes du XXI<sup>e</sup> siècle. Ils ont prédit des guerres climatiques, de grandes migrations, la disparition de villes, de villages, l'extinction d'espèces. Quand je lis que dans 40 ans l'homme cherchera d'abord de quoi se nourrir et de quoi boire, je me dis que nous portons une large responsabilité. Dans 40 ans, le plus jeune de mes fils n'aura même pas l'âge que j'ai aujourd'hui. Et les filles de Benoît, les filles de Yannick, elles diront quoi ? Est-ce qu'elles diront que le débat c'était de savoir s'il fallait ou pas sauver le PS ? Non, elles se diront que le débat, c'était de gagner la bataille climatique !

Yannick nous dit : *« quand je manifeste pour le climat, je ne vois aucune banderole qui dise : il faut sauver le PS »*. Yannick a raison, c'est vrai. Mais je vais lui répondre simplement que dans ces manifestations, il n'y a personne qui dit que le combat pour sauver le climat doit rester un combat minoritaire.

La politique, cher-e-s camarades, c'est des additions, pas des soustractions. C'est trouver des majorités. Alors maintenant on fait quoi ? Eh bien, cher-e-s camarades, je vous propose quelque chose de très simple : on va jusqu'au bout de la recherche de l'union. J'entends que dans nos rangs et je le comprends, il en est qui disent : mais

pourquoi on irait avec d'autres quand nous sommes en réalité capables de faire tout seuls, dans la plupart des sondages, entre 5 et 6% ? Il faut se réaffirmer, ne pas s'effacer. Mes camarades, je le dis comme je le pense, ce discours-là ne peut pas être le nôtre au moment où tant de périls menacent la cohésion sociale, la démocratie et jusqu'à l'avenir de la planète. Pour sauver l'essentiel, je vous le dis, je suis prêt à dépasser les vieux jeux mortels.

Depuis quelques mois, nous travaillons avec le très jeune mouvement Place publique. Je sais que notre tentation naturelle, c'est de dire que celui qui ne s'est jamais compté dans une élection, ne compte pas. Après tout, on a mis du temps, nous, ils n'ont qu'à suer sous le burnous pendant 30 ans et après on en reparle. C'est cela la règle, non ? Et bien si c'est la règle, il est temps de la changer, de ne plus toiser ceux qui veulent s'engager, de ne plus mépriser ceux qui veulent faire. Alors nous allons travailler avec eux sur dix combats communs à l'ensemble de la gauche et des écologistes.

**Je vous propose de nous engager sans plus attendre pour que ces dix combats soient les dix prochains combats de l'Europe. Dès les prochains jours, vous aurez du matériel de campagne pour populariser ces propositions. Et si malgré tout personne ne venait ? Si les uns et les autres restaient sourds aux appels que leur adressent sept français sur dix qui se reconnaissent dans les idées de la gauche ? Je sais que certains l'espèrent. Parfois de manière assez incroyable, encore que...**

Cette semaine, Jean-Luc Mélenchon m'a interpellé par Twitter. C'est comme cela quand on est moderne, on s'interpelle par Twitter. À travers moi, c'est plutôt à vous qu'il s'adressait. Il nous connaît bien Jean-Luc. Nous aussi, on le connaît bien. Il connaît nos réflexes. Il sait ce que nous sommes, il sait que nous pouvons être cocardiers. Il disait de faire « gaffe », « *vous êtes en train de vous effacer, vous, ceux du centre-gauche, vous vous effacez derrière Place publique* ». Eh bien à ce moment-là, loin de m'indigner, je me suis dit que si le vieux renard qu'est Jean-Luc, à ce moment précis, dit que la meilleure façon, c'est de chercher à nous titiller, de faire en sorte que nous puissions repousser ces offres d'union, c'est que quelque chose est en train de naître et qu'il l'a senti lui, le premier, qu'il a compris que quelque chose se levait, qu'il a compris qu'il y avait peut-être une espérance qui pouvait naître dans cette réunion de cette gauche réformatrice. Pour une fois, je vous demande d'entendre ce que nous dit Jean-Luc Mélenchon !

Mais si les forces obscures, les égoïsmes, les calculs boutiquiers l'emportaient, alors je vous le dis aussi, ce serait un honneur pour moi de conduire ce combat. Ce sera à notre Conseil national d'en décider dans les prochaines semaines.

Cher-e-s camarades,

**J'achève mon propos. Nous avons une situation, le mouvement des « gilets jaunes » et le « grand débat national ». Nous avons une échéance, les élections européennes. Nous avons une responsabilité, l'unité de la Gauche et des écologistes. À tous ces rendez-vous, nous répondrons présents.**

**En février, nous travaillons à l'union, au rassemblement et pas seulement là, à Paris, avec les états-majors, non. Nous travaillons tous à l'union, chacun dans nos communes, départements, régions. Soyez chacune et chacun d'entre vous les ambassadeurs de cette unité nécessaire. Faites en sorte que ceux qui travaillent avec nous, semaine après semaine, dans nos collectivités locales et qui n'ont pas de désaccord avec nous, portent avec nous ce rassemblement parce que je sais qu'à Génération.s, à EELV, parce que je sais que, partout où il y a des forces de gauche, il y a des gens aussi qui veulent que la gauche se retrouve. Donc faites en sorte que ces appels se**



multiplient, allez au devant de ceux qui, depuis toujours, ont composé la gauche, qui sont plus petits que nous mais qui ont aussi été de ceux qui l'ont inspirée et je pense à ceux qui sont aujourd'hui autour de la table. Je pense aux radicaux, je pense à CAP 21, je pense à l'UDE. Je pense à toutes celles et ceux qui à Nouvelle Donne, j'en oublie forcément, ils sont nombreux. Mais à tous ceux-là, allez les retrouver, faites en sorte qu'ensemble nous puissions appeler à cette union.

• **En février** encore, nous participerons au grand débat et lancerons de nouveaux chantiers pour porter des solutions concrètes aux préoccupations de nos concitoyens. Ces chantiers, c'est aussi une façon différente de construire. Il y aura à la fois les chantiers ouverts qui permettront sur des grands thèmes de faire remonter les propositions et puis ce sera aussi le lieu à travers cette ruche renouvelée, recrée pour l'occasion, l'endroit où nous testerons les idées qui ne sont pas toujours des idées qui viennent de nous mais qui viennent du monde intellectuel et qui ont besoin de trouver un public, un souffle politique et donc nous testerons ces idées-là avec eux parce que y compris ce que j'observe depuis quelques mois c'est que ce monde que nous avons parfois négligé, parfois méprisé même, il est à nouveau à nos portes. À nouveau, il y a ces femmes et ces hommes qui avaient continué à réfléchir sans nous, qui nous disent à quel point ils sont orphelins de cette gauche et qu'ils ont envie à nouveau de trouver un débouché politique à ce qu'ils inventent et ce qu'ils créent. Ne les décevons pas. Soyons aussi au rendez-vous.

• **En mars**, nous annoncerons aux Françaises et aux Français la façon dont nous entendrons prendre toute notre place dans le débat européen. Nous leur répondrons également à l'issue du grand débat en portant nos propositions. Le parti, en lien avec les groupes parlementaires, fera ses propositions et nous exigerons, nous demanderons avec force. Nous ferons en sorte que ces conclusions ne puissent pas être celles du président seul. On sait bien que chez lui, la conception du débat est assez simple. C'est non pas 65 millions de Français qui s'expriment et lui qui écoute. C'est lui qui parle et se fait écouter par 65 millions de Français !

Nous croyons aux corps intermédiaires, nous croyons au fait que les structures de médiation sont utiles dans un pays comme le nôtre, que ce face-à-face entre un président et son pays a conduit à une situation délétère et qu'il faut au contraire rétablir des cadres de discussion, faire en sorte qu'il y ait des lieux pour aboutir à des compromis et, si d'aventure, à aller absolument vers le référendum. Ce référendum ne peut pas être simplement la validation de ses choix les plus démagogiques, les plus poujadistes, moins d'élus mais faire en sorte que ce soit par la voie référendaire, si les Français n'avaient pas confiance dans ces corps intermédiaires, de faire en sorte que ce référendum serve à valider les résultats d'une négociation.

• **En avril et en mai**, nous jetterons toutes nos forces dans la bataille. Nous irons chercher les hésitants, les fâchés et tous les autres. Ceux qui partagent avec nous la conviction européenne et, parce qu'ils la partagent, réclament une autre Europe.

Chers camarades, au précédent round, nous avons été sonnés. violemment sonnés. Mais la défaite, ce n'est jamais de tomber. La défaite, c'est de ne pas se relever. Maintenant, nous sommes à nouveau debout. Oui, debout !

**Et ce « poing et la rose », nous voulons en faire un point commun. Nous voulons le mettre au service de causes qui nous dépassent et qui doivent nous rassembler. Et maintenant, j'ai besoin de chacune et de chacun d'entre vous pour porter nos propositions et faire entendre les vraies préoccupations des Françaises et des Français dans le grand débat national.**

J'ai besoin de vous pour faire vivre nos combats communs dans nos territoires, aux côtés des syndicats, des associations pour engager la bataille des européennes.

J'ai besoin de vous pour porter haut nos réussites, défendre les innovations que nous menons dans nos villes et pour mener la bataille des municipales.

Nous pouvons réussir, nous allons réussir. Et pour porter cette unité, cette espérance, j'ai besoin de ce que vous êtes, j'ai besoin de ce que nous sommes ensemble, socialistes. Alors, chers camarades, vive la social-écologie, vive la République et vive la France.

*Olivier FAURÉ*

# OSONS ! LES COMBATS COMMUNS DE LA GAUCHE

Paris | 2 février 2019

